

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 21/10/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Impériales Wheels**

BP 30230  
69400 Villefranche-Sur-Saône

Références : Cessation Imperiales Wheels - Diors  
Code AIOT : 0010011617

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement Impériales Wheels implanté Rue Champollion - Z.I. de la Martinerie 36130 Diors. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite à la cessation d'activité de l'entreprise prononcée le 20 juin 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Impériales Wheels
- Rue Champollion - Z.I. de la Martinerie 36130 Diors
- Code AIOT : 0010011617
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la société IMPERIALES WHEELS (30 000 m<sup>2</sup>), était spécialisée dans la fonderie de roues et de jantes en aluminium à destination du marché automobile et est le dernier fabricant Français. A partir de lingots en aluminium, alliage spécifique pour respecter les cahiers des charges des constructeurs automobiles, IMPERIALES WHEELS fabriquait des jantes finies, prêtes à être montées sur les véhicules. Après fusion (technologie de la basse pression employée, température d'environ 700°C), le métal liquide était coulé dans un moule pour obtenir le design désiré. La pièce passait ensuite sur les tours d'usinage qui lui donnent sa forme définitive. Pour la phase finition, La pièce traversait une chaîne peinture. Plusieurs couches de produits étaient alors appliquées : l'apprêt, la peinture, le vernis, qui permettent de donner à la roue sa teinte. Les rubriques de la nomenclature liées à ces activités sont les suivantes : • Rubrique n° 2552-1 : Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non-ferreux , • Rubrique n° 2560-1 : Travail mécanique des métaux et alliages, • Rubrique n° 2566 : Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique, • Rubrique n° 2921 : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de), • Rubrique n° 2940-3-a : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de), 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques • Rubrique n° 2940-2-a : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de), 2 Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction), • Rubrique n° 3250-b : Transformation des métaux non ferreux, • Rubrique n° 3260 : Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m<sup>3</sup>. Le tribunal de commerce a prononcé la liquidation judiciaire d'IMPERIALES WHEELS le 20 juin 2024 (date de cessation d'activité totale et définitive). Ainsi, le liquidateur judiciaire (Alliance Mandataires Judiciaires) est l'exploitant durant la phase de liquidation . Dans le cadre de la cessation d'activité du site, le processus engagé doit se conformer et suivre l'ensemble des étapes conformément à la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 07 décembre 2020 (ASAP) .

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-39-2	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV	Sans objet
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-39-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Autre, visite inspection avancement sur la mise en sécurité du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :  1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
<b>Constats :</b>  L'Inspection constate que l'exploitant tient à jour un registre de l'ensemble des déchets évacués sur le site. Par sondage, l'inspection demande à regarder deux bordereau de suivi des déchets (BSD) : -20240927 P2DSH73NS, celui-ci est correctement renseignés pour des boues de séparateur -20241001 Z5F438G3Y, celui-ci est correctement renseigné pour des huiles noires. Les déchets restants sont stockés et regroupés dans les bâtiments « atelier de peinture » ainsi que dans "l'atelier moulage" . Selon l'exploitant, les déchets seront évacués à la fin du mois d'octobre 2024.  L'Inspection constate qu'il reste 20 m3 environ de boues à évacuer dans la station de détoxication (évacuation programmée avant la fin du mois d'octobre 2024). L'Inspection constate le jour de l'inspection que les locaux de stockage ( zone ATEX, acide, lessive soude) situés dans le local « magasin général » sont vides de tout contenant et de déchets Les différents locaux d'IMPERIALES WHEELS se situent dans l'emprise foncière de la société LINAMAR, c'est pourquoi l'électricité est toujours en service dans les bâtiments; chaque secteur et bâtiment est autonome et alimenté par le biais de transformateurs et armoires électriques.  Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre l'attestation de mise en œuvre des mesures de sécurité prévu à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Autre, visite inspection avancement sur la mise en sécurité du site

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les locaux d'IMPERIALES WHEELS sont dans la même emprise foncière que ceux de la société LINAMAR.</p> <p>L'inspection constate que l'ensemble du site est accessible depuis l'entrée principale, gardienné par la société LINAMAR.</p> <p>Cette entrée est équipée d'une barrière contrôlée par un gardien présent 24H/24 et 7j/7 garantissant l'accès de personnes autorisées uniquement via le poste de gardiennage. Les bâtiments « atelier de peinture » et « magasin général » sont fermés à clés.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre l'attestation de mise en œuvre des mesures de sécurité prévu à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Cessation d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-75-1-IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, visite inspection avancement sur la mise en sécurité du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence de palettes et d'intercalaires sur les espaces extérieures, l'exploitant confirme que l'ensemble sera évacué et traité par une filière adaptée ou vendu aux enchères.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant s'est engagé à transmettre l'attestation de mise en œuvre des mesures de sécurité prévu à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Cessation d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-39-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, visite inspection avancement sur la mise en sécurité du site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des</p>

dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.[...]Le mémoire de réhabilitation est accompagné,[...], d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs [...]. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, l'exploitant devra transmettre le mémoire de réhabilitation prévu à l'article R512-39-3 du code de l'environnement dans les conditions prévues à cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/10/2024, article R512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moment de la notification prévue au I de l'article R.512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
<b>Constats :</b>  Le courrier de notification de la cessation d'activité au Préfet par le mandataire judiciaire est directif ( "l'usage futur sera non sensible de type industriel") alors que l'article R.512-39-2 demande que l'exploitant fasse part de ses propositions sur le ou les usages qu'il envisage pour les terrains.  L'usage futur n'est pas déterminé selon la procédure liée au 512-39-2 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours